

# C'est quoi, une guerre juste ?

Le soutien de l'OTAN aux rebelles libyens a relancé le débat : fallait-il intervenir et jusqu'où, ou bien la souveraineté de l'Etat doit-elle toujours prévaloir ? Enquête sur un concept ancien et controversé

Par Rémy Ourdan Publié le 22 septembre 2011 à 16h03 - Mis à jour le 22 septembre 2011 à 16h03

## Article réservé aux abonnés

Le dernier grand théoricien contemporain de la "guerre juste", Michael Walzer, n'a guère goûté l'engagement militaire de l'OTAN en soutien aux rebelles libyens. *"Il y a tant d'éléments erronés dans l'intervention en Libye qu'il est difficile de savoir par où commencer"*, écrit-il sur le site de *The New Republic* dès le 20 mars, au lendemain du premier raid aérien français qui stoppe une colonne de tanks de l'armée kadhafiste aux portes de Benghazi. Pour ce philosophe américain, auteur de *Guerres justes et injustes*, l'intervention en Libye pose un problème d'objectif, dont il dénonce l'"*opacité*", mais aussi politique, parce que de nombreux pays y étaient opposés, même s'ils se sont abstenus lors du vote à l'ONU, le 17 mars, d'une résolution qui *"autorise les Etats membres (...) à prendre toutes les mesures nécessaires (...) pour protéger les civils"*.

*"L'intervention a prolongé, plutôt que stoppé, la tuerie, ce qui n'est ni charitable ni juste. Je doute que l'OTAN ait l'intention de dominer la Libye (pour le pétrole, par exemple, déjà disponible avant l'intervention). Ses motivations étaient et restent humanitaires, mais insuffisamment fondées sur des considérations de prudence et de justice"*, ajoute Walzer dans la revue *Foreign Affairs*. Pour lui, la "*répression cruelle*" des opposants ne suffit pas à justifier une intervention militaire, et le fait de souhaiter le départ de Kadhafi encore moins. *"Renverser les tyrans et instaurer la démocratie doit être une tâche nationale et, dans ce cas, malheureusement, les Libyens n'y sont pas parvenus"*, écrit-il au début de la guerre.

Le concept philosophique de "guerre juste" remonte à la reconnaissance de la chrétienté comme religion officielle par l'Empire romain. L'Eglise, qui prônait auparavant le pacifisme, doit s'adapter à un empire vivant dans la guerre permanente. Le philosophe et théologien saint Augustin est le premier, au IV<sup>e</sup> siècle, à s'atteler à l'élaboration d'une définition de la "guerre juste" : évoquant les persécutions que subissent les chrétiens et la nécessaire protection de l'Etat, il introduit l'idée que la guerre peut être juste si elle permet d'amener la paix.

Au fil des siècles, le concept évolue. Le théologien dominicain Thomas d'Aquin introduit au XIII<sup>e</sup> siècle la notion controversée de "*cause juste*" destinée à faire triompher le bien commun. Un autre dominicain, l'Espagnol Francisco de Vitoria, théorise au XVI<sup>e</sup> siècle les limites de l'usage de la force : une guerre n'est juste que si elle permet d'éviter un mal encore plus grand. Enfin, le protestant Hugo Grotius, juriste hollandais, fonde au XVII<sup>e</sup> siècle le droit international public. Prônant une souveraineté limitée des Etats, il définit deux "*guerres justes*" : la guerre défensive, réponse à une attaque contre sa population, et la guerre coercitive, pour punir ceux qui violent gravement le droit.

S'appuyant sur son ardente opposition à la guerre américaine au Vietnam, Michael Walzer rafraîchit le concept en publiant *Guerres justes et injustes*, en 1977. Pour lui, *"les guerres justes sont des guerres limitées, menées conformément à un ensemble de règles destinées à éliminer, autant qu'il se peut, l'usage de la violence et de la contrainte à l'encontre des populations non combattantes"*.

Les théoriciens de la "guerre juste" s'opposent à la fois aux pacifistes, qui pensent que toute guerre est injuste et que l'unique réponse est la non-violence, et aux réalistes, qui croient que les valeurs morales ne doivent jouer aucun rôle dans la décision d'entrer en guerre. Les réalistes appuient leur raisonnement sur des guerres comme les croisades ou l'extermination des Indiens d'Amérique, où la morale a joué un rôle décisif et terrible. Mais ils n'ont pas de réponse aux guerres coloniales et peinent à expliquer qu'un pays entre en guerre uniquement pour défendre ses intérêts stratégiques, politiques ou économiques, sans porter secours à autrui.

Depuis Walzer, la notion de "guerre juste" a évolué, secouée par diverses influences. Par le "droit d'ingérence", conceptualisé au début des années 1980 par Bernard Kouchner et le juriste Mario Bettati, théorie qui a bouleversé les relations internationales en provoquant de facto ce qui fut qualifié d'"intervention humanitaire" contre la Serbie, mais qui n'a pas trouvé d'écho universel et reste controversée. Par l'évolution du droit international humanitaire, par la création d'une justice pénale internationale, en 2002. Et enfin par le concept de la "responsabilité de protéger" (R2P), prolongation habile du "droit d'ingérence", adopté par l'Assemblée générale de l'ONU en 2005, qui permet d'intervenir si une population est menacée, y compris par son propre gouvernement. Les

interventionnistes ont gagné une bataille avec la R2P, peut-être symbolique, car il est probable que ce concept sera très rarement appliqué, mais décisive, l'idée étant en relative contradiction avec la règle d'or de l'ONU, qui est que tout Etat est souverain.

Michael Walzer est à la fois un souverainiste et un interventionniste prudent. La guerre en Libye est pour lui inacceptable. "Walzer n'a pas accepté l'argument de l'imposition de la démocratie. Il en reste à la seule protection des civils", commente l'essayiste américain David Rieff, auteur de deux livres passionnants sur l'humanitaire et les interventions armées. Pour lui, s'il s'agit de protéger les civils, "on aurait pu se contenter du premier raid qui a protégé Benghazi. Mais il était décidé, dès le départ, que Kadhafi devait quitter le pouvoir". David Rieff considère qu'il y a des guerres justes, mais elles sont rarissimes. "Ce qui me pose le plus grand problème intellectuel, dit-il, c'est l'idée de la guerre humanitaire, l'argument moral, le fait de se parer d'une vertu. Quand on entre en guerre, il faut en accepter la responsabilité. L'argument humanitaire est une manière de nier cette responsabilité."

Pour le conflit en Libye, David Rieff estime que l'argument humanitaire est un prétexte, un triomphe aussi des tenants du droit d'ingérence. "Un Kouchner ou un Bernard-Henri Lévy veulent en fait accompagner l'histoire en marche, le "printemps arabe". Sarkozy s'est rallié à cette idée, Kouchner doit être ravi. Mais sommes-nous sûrs que ces rebelles libyens incarnent le "printemps arabe" ? Et alors pourquoi ne pas intervenir en Syrie ? Et pourquoi ce silence sur la répression des manifestations à Bahreïn, menée grâce à une autre intervention étrangère, celle de l'Arabie saoudite ?"

Le médecin et essayiste Rony Brauman, ancien président de Médecins sans frontières et théoricien de l'humanitaire, est sur la ligne de David Rieff. "L'euphorie de la chute de Tripoli ne m'ébranle pas. On a connu les chutes de Mogadiscio, de Kaboul, de Bagdad, ce sont des moments d'optimisme pour certains, mais à chaque fois les réalités politiques nous ratrappent, dit-il. Il y a une certaine satisfaction à voir un dictateur tomber, mais il est impossible d'enclencher un cercle vertueux de démocratisation par la violence. Sans être pacifiste, je pense que la guerre est le pire moyen de faire de la politique. Les peuples qui se rebellent contre les tyrannies doivent se donner les moyens de leur propre combat." Ainsi, ce dernier déduit une ligne de fracture entre "les guerres imposées et les guerres par choix. Ces guerres posent problème".

Le politologue libanais Ghassan Salamé est lui aussi sévère. Il pense que, "sans invasion militaire, Sarkozy et Cameron ont fait en Libye ce que Bush a fait en Irak : changer un régime par la force. Et l'OTAN est une organisation très contestée, dont les valeurs ne sont pas partagées à travers le monde".

Comme Rieff l'imagine, Bernard Kouchner, qui a quitté son poste de ministre des affaires étrangères juste avant le "printemps arabe", est effectivement ravi, et Bernard-Henri Lévy, qui a voyagé en Libye et servi d'intermédiaire entre les chefs de la rébellion et l'Elysée, est enchanté. Même si le Quai d'Orsay affirme que sa contribution politique fut loin d'être à la hauteur de son exposition médiatique, l'intellectuel a joué le rôle qu'il avait tenté de jouer, en vain, durant la guerre de Bosnie, entre le président Alija Izetbegovic et un François Mitterrand proserbe et résolument anti-interventionniste.

"Protéger Benghazi, c'est évidemment une guerre juste ! ", affirme Bernard Kouchner. Au-dessus de lui, dans son bureau, trône, entre cent souvenirs de voyages en terres de conflits, une affiche de l'appel du général de Gaulle à la résistance française face à l'Allemagne nazie - la "guerre juste" par excellence, pour les générations de l'après-seconde guerre mondiale. "Une guerre juste, c'est lutter contre des crimes et une oppression insupportable, et c'est quand les autres vous appellent au secours. Si on ne vous appelle pas, vous n'y allez pas", pense Kouchner.

"Il existe des guerres justes, et la Libye en est une, renchérit Bernard-Henri Lévy. Les quatre critères principaux d'une guerre juste, de l'Antiquité à Walzer, sont la noblesse de la cause, l'argument du dernier recours, la conviction que le mal engendré sera inférieur au mal évité, et la chance raisonnable de succès. Ce n'est pas une doctrine, ces arguments s'universalisent difficilement, mais en Libye, les chars entraient dans Benghazi ! Quelle démonstration plus éclatante du dernier recours ?"

Le philosophe rejette l'argument de Rieff, pour qui l'intervention aurait pu s'arrêter à la destruction de la colonne de chars menaçant Benghazi. "Quand on a affaire à un dictateur qui a promis de noyer son peuple dans des rivières de sang, il ne suffit pas d'arrêter la colonne, il faut arrêter le général en chef. Le but de la guerre juste est alors d'obtenir son départ." Pour lui, "la plus importante bataille idéologique de l'époque est celle contre le souverainisme, contre les théories du pré carré, de l'espèce humaine morcelée. Tout le monde devrait penser qu'intervenir en Libye est une guerre juste. Les Libyens ont vu que des pays occidentaux étaient prêts à les aider à se libérer. C'est une défaite historique du souverainisme."

Car ce dernier défend le droit d'entrer en guerre même si l'on n'est pas attaqué, mais il opère une distinction : "Dans les guerres par choix, il y a deux cas qui n'ont rien à voir : le choix de soi, c'est-à-dire d'une guerre de caprice ou d'intérêt, donc d'une guerre injuste ; et le choix de l'autre, qui est le fait de répondre à un appel au secours, comme en Libye." A l'opposé du lyrisme du philosophe, on trouve l'ancien ministre des affaires étrangères, Hubert Védrine, qui se sent "mal à l'aise avec la notion même de guerre juste, avec ces Occidentaux qui prétendent toujours avoir les valeurs les plus hautes..."

Le débat sur la "guerre juste" est, depuis la théorie de Walzer, en permanente évolution. Le premier tournant dans l'histoire des interventions étrangères, avant la Libye, a lieu au Kosovo en 1999. La communauté internationale a auparavant assisté à deux événements particulièrement tragiques : la guerre de Bosnie, de 1992 à 1995, où il faut attendre trois ans et demi pour qu'une intervention, plus diplomatique que militaire, mette fin au carnage ; et le génocide des Tutsi au Rwanda, en 1994, où nul n'est intervenu. Au Kosovo, décision est prise de lancer une guerre qualifiée d'"intervention humanitaire", sans tenir compte du principe de souveraineté de la Serbie.

A l'époque, même si d'ardents souverainistes et certains proserbes prennent position contre l'intervention, les Kouchner, Lévy et Brauman sont encore plus ou moins sur la même ligne. "La guerre juste par excellence mais qui n'a pas été menée, c'était la Bosnie, dit Lévy. Le Kosovo en est la conséquence, il fallait intervenir contre Milosevic." Rony Brauman, lui, se souvient, qu'à Sarajevo, il appelait "activement", à une intervention militaire : "J'étais donc favorable à l'intervention au Kosovo, même si je trouvais irrecevable l'appellation de "guerre humanitaire"."

D'autres interventions sont à la même époque couronnées de succès, comme celle de l'armée australienne au Timor-Oriental, en 1999, ou de l'armée britannique en Sierra Leone, en 2000. Avec, dans la foulée, la création de la Cour pénale internationale, les interventionnistes pensent que le siècle s'achève par une progression du "droit d'ingérence".

Le 11-Septembre change la donne. Les attaques d'Al-Qaida contre les Etats-Unis en 2001 et la façon dont Washington réplique en Afghanistan, puis lance une guerre en Irak, en 2003, provoquent une décennie de régression des idées progressistes et des droits de l'homme.

L'intervention américaine en Afghanistan bénéficie d'abord d'une unanimous presque mondiale. "L'Afghanistan est la guerre récente la plus justifiée. Les Etats-Unis ont été attaqués, et le pouvoir taliban afghan a refusé de se dissocier d'Al-Qaida", commente Ghassan Salamé. A contrario, la guerre en Irak est considérée comme le symbole d'une "guerre injuste", puisqu'elle n'a aucun lien avec le 11-Septembre.

Beaucoup oublient cependant que la guerre en Afghanistan est gagnée en quelques semaines de manière comparable à celle de Libye : des raids aériens et des opérations discrètes des forces spéciales, en appui d'une force combattante locale. Ce sont des moudjahidin afghans qui prennent Kaboul, comme ce sont des rebelles libyens qui prennent Tripoli. La question, pour l'Afghanistan, est donc de savoir s'il était juste de déployer ensuite, dans un pays où ne subsistait pas un seul homme d'Al-Qaida - tous étaient morts ou réfugiés au Pakistan -, des armées étrangères perçues comme une force d'occupation, prétexte à un retour des talibans.

Les interventionnistes sont en effet embarrassés par une guerre devenue le fardeau de l'OTAN. Bernard Kouchner, qui a soutenu cette présence militaire, pense (que) "l'intervention était justifiée, mais (qu') il y a eu ensuite un enchaînement d'erreurs. Il est impossible de vaincre militairement. Il faut arrêter cette guerre ingagnable". Bernard-Henri Lévy le suit : "L'intervention était juste, mais la manière dont cette guerre s'est installée dans la durée fait qu'elle a changé de nature."

Même Hubert Védrine affirme que l'intervention en Afghanistan "est juste au début, et confuse ensuite, car il y a un problème d'objectif". Si ce dernier a soutenu certaines interventions comme au Kosovo ou en Libye, il reste néanmoins souverainiste, critiquant "cet Occident interventionniste busho-kouchnérien". L'expression symbolise bien la confusion des idées dans les années 2000, liant les valeurs néoconservatrices américaines au "droit d'ingérence" et à la défense des droits de l'homme. Tous les interventionnistes se retrouvent logés à la même enseigne.

L'intervention en Libye bouleverse une nouvelle fois la donne. Elle est, avec l'intervention de la France et de l'ONU en Côte d'Ivoire, durant la récente guerre civile, la première application armée de la "Responsabilité de protéger", et une tentative d'extension de la théorie de la "guerre juste". "Après la justification humanitaire au Kosovo et le débat sur la guerre préventive après le 11-Septembre, nous sommes dans un troisième cas de figure, celui d'une intervention destinée à accompagner une histoire en marche

*plutôt que d'en être le témoin coupable, analyse Ariel Colonomos, chercheur à Sciences Po. C'est nouveau. C'est un pari. On prend parti pour des combattants. Ensuite on est responsables des conséquences de la guerre."*

L'intervention en Libye révèle aussi que les Etats-Unis ont changé. "C'est un soutien sans enthousiasme, constate David Rieff. Depuis l'Irak, l'idée s'est installée qu'on peut perdre beaucoup dans une intervention." Bernard-Henri Lévy en déduit un paradoxe américain : "Entre l'Afghanistan, l'Irak et la Libye, la guerre la plus légitime, et celle qui avait le plus de chances de succès, est la Libye, et les Etats-Unis ne l'ont pas vraiment livrée. C'est le mystère Obama." Le philosophe français estime que "l'Amérique libérale et intelligente a jeté le bébé de la guerre juste avec l'eau sale du bain irakien, y compris un Walzer. C'est absurde". Ariel Colonomos cerne pour sa part "les contradictions" de Walzer avec des normes qu'il préconise lui-même : "Il défend la théorie de la guerre juste, mais c'est un souverainiste. Il a toujours été préoccupé par les conséquences d'un trop grand interventionnisme."

Sur la Libye, la perception du caractère "juste" de la guerre sera de toute façon fort différente si les rebelles plongent le pays dans une guerre civile ou tribale, ou s'ils instaurent une paix durable. Il dépendra de la nature de l'éventuelle paix, avec une justice équitable ou expéditive, avec ou sans démocratie. Car, comme le souligne Colonomos, "*in fine, la chance joue un certain rôle dans l'appréciation rétroactive de la guerre qui a été menée*".

## Rémy Ourdan